
Attestation du maire et des officiers municipaux d'Oizy (Aisne)
certifiant des actions héroïques du citoyen Clary face à l'ennemi
autrichien, lors de la séance du 15 nivôse an II (4 janvier 1794)

Citer ce document / Cite this document :

Attestation du maire et des officiers municipaux d'Oizy (Aisne) certifiant des actions héroïques du citoyen Clary face à l'ennemi autrichien, lors de la séance du 15 nivôse an II (4 janvier 1794). In: Tome LXXXII - Du 30 frimaire au 15 nivôse an II (20 Décembre 1793 au 4 Janvier 1794) pp. 693-694;

https://www.persee.fr/doc/arcpa_0000-0000_1913_num_82_1_38103_t1_0693_0000_10;

Fichier pdf généré le 19/02/2024

importante, puisqu'il en est résulté la déroute de ce régiment. *Mandement*, avec sa prise, rencontre le général Jourdan qui était blessé, et avec lequel il fit route jusqu'au quartier général.

Ce cavalier a eu un reçu de l'adjudant général Ernouf, en date du 8 septembre dernier, qui constate qu'il a amené à Cassel un colonel allemand.

Mention honorable; renvoi au comité d'instruction publique pour être inséré dans les *Annales patriotiques*, et au comité de Salut public pour donner de l'avancement au citoyen Mandement.

Les pétitionnaires sont admis à la barre.

Le citoyen Delanne, instituteur, admis avec ses élèves et son épouse, demande l'organisation définitive des écoles primaires; il fait diverses questions à ses élèves pour donner une idée des principes qu'il enseigne et des progrès qu'ils ont faits.

Mention honorable, insertion au « Bulletin » (1).

Le citoyen Eloy Clary, qui a eu un bras coupé par les Autrichiens, demande un secours.

Renvoyé au comité des secours publics pour faire un rapport demain (2).

COMPTE RENDU du *Moniteur universel* (3).

Un volontaire qui a perdu un de ses bras en combattant les ennemis de la patrie, réclame un secours provisoire pour se rendre dans le sein de sa famille.

Plusieurs membres se plaignent des difficultés que les défenseurs éprouvent pour obtenir les secours que la loi leur accorde.

Après une courte discussion, l'Assemblée renvoie cette pétition au ministre de la guerre, et sur la proposition de CHARLIER, elle décrète que le ministre rendra compte des moyens qu'il a adoptés, pour l'exécution de la loi rendue en faveur des militaires blessés, et que le comité des pensions présentera un rapport sur les moyens de simplifier le décret qui détermine les secours qui doivent être accordés.

Suit la pétition présentée par la Société populaire de la Réunion-sur-Oise, en faveur d'Eloy Clary (4).

La Société populaire de Réunion-sur-Oise, au citoyen Président de la Convention nationale.

Citoyen Président.

« La Société populaire de Réunion-sur-Oise présente à la Convention nationale une malheureuse victime de la barbarie des Autrichiens dans la personne du citoyen Eloi Clary, habitant d'Oizy, district de Vervins, département de l'Aisne.

« Une horde d'ennemis étant venue faire une

incursion dans la commune d'Oizy, le 6 novembre dernier (vieux style), Clary rentrant dans sa maison trouva sa femme exposée à la violence d'un hulan qui, pour assouvir son infâme brutalité, avait employé les menaces et les coups. Comme un nouveau Lemier, Clary placé entre l'ignominie et la mort, se décida pour le parti que l'honneur lui commandait; il saisit la masse dont il se servait habituellement pour battre le cuir (étant cordonnier de profession), il en asséna un coup sur la tête du brigand qui tomba sans connaissance; déjà il l'avait désarmé lorsqu'il se vit environné de huit autres aussi scélérats que celui qu'il avait terrassé. Au milieu de tous les dangers et assailli de plusieurs coups de sabre il ne perdit pas courage, se défendit toujours en véritable républicain, se débarrassa enfin de ses assassins, mais avec le poignet gauche abattu. Il se retira dans un bois voisin où il passa la nuit, et, quoique affaibli par l'abondance de sang qu'il avait perdu, il se rendit le lendemain à l'hôpital de Réunion-sur-Oise, distant de trois lieues de sa demeure.

Ce citoyen intéressant par son malheur et son courage, est père de quatre enfants mâles en bas âge, et a sa femme enceinte.

La Société populaire de Réunion-sur-Oise, qui a vérifié les faits après s'être assurée du dénuement absolu dans lequel se trouve Clary (les satellites du despotisme lui ayant enlevé tout ce qu'il possédait en mobilier, marchandises et comestibles) a pourvu d'abord à ses besoins les plus urgents; elle a accédé au désir qu'il avait de se rendre auprès de la Convention, persuadée qu'il obtiendra de sa justice les moyens de se faire subsister sa famille, ne pouvant plus la soutenir par ses travaux, il se croit en état de remplir une place dans une maison ou magasin national, telle que celle de préposé à la surveillance, dans laquelle il pourra encore montrer par son zèle son inviolable attachement à la République.

Réunion-sur-Oise, ce 6 nivôse, l'an II de la République une et indivisible.

DELISLE, président; RIMBERT, secrétaire; J.-L.-A LAZARD.

Attestation du maire et des officiers municipaux de la commune d'Oizy (1).

Nous maire et officiers municipaux de la commune d'Oizy, district de Vervins, département de l'Aisne, certifions que le jeudi 6 novembre dernier, l'ennemi étant entré en foule dans notre commune, est entré dans différentes habitations et particulièrement dans celle du citoyen Eloi Clary, père de famille de quatre enfants mâles et sa femme enceinte, où ils ont fait beaucoup de violences à sa femme ainsi qu'à lui, et entendant crier sa femme prit un marteau à battre cuir, comme étant cordonnier de sa profession et en porta un coup à la tête d'un hulan qui le maltraitait, le jeta par terre et ensuite l'a désarmé; lorsque tout à coup huit autres hulans, arrivés à sa porte, lui ont porté plusieurs coups de sabre dessus le bras gauche, dont un lui a abattu le poignet; il a encore eu le courage de se sauver à la faveur d'une haie pour se rendre en une forêt assez proche de notre commune. D'après ce fait, ils ont enlevé chez ledit Cla-

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 28, p. 307.

(2) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 28, p. 307.

(3) *Moniteur universel* [n° 107 du 17 nivôse an II (lundi 6 janvier 1794)], p. 430, col. 3].

(4) *Archives nationales*, carton F¹⁷ 2654.

(1) *Archives nationales*, carton F¹⁷ 2654.

ris (*sic*) toutes ses hardes et linge à son usage ainsi qu'à celui de sa famille et toute ses marchandises de cuir, ainsi qu'il est porté au procès-verbal.

Donné audit Oizy le premier nivôse deuxième année républicaine, et n'avons pu au présent apposer le scel de notre municipalité, attendu que l'ennemi nous l'a enlevé.

(*Suivent 6 signatures.*)

« La Convention nationale, après avoir entendu la pétition du citoyen Langlois, promu au grade de lieutenant de cavalerie aide de camp, par les représentants du peuple à Valenciennes, le 20 avril 1793, et sur la motion d'un membre [BRIEZ (1)],

« Approuve la nomination faite par les représentants du peuple, du citoyen Langlois, qui a continué son service pendant le siège et le bombardement de Valenciennes; et décrète que le ministre de la guerre sera tenu d'employer, dans les vingt-quatre heures, ledit citoyen Langlois, de lui faire payer sur-le-champ les appointements attachés à son grade, et qui lui sont dus jusqu'à ce jour, et de lui délivrer son brevet dans le même délai (2). »

Suit la pétition du citoyen Langlois (3).

« Citoyens représentants,

« C'est pour la troisième fois que je me présente à votre barre pour obtenir la justice qui m'est due.

« Vous m'avez d'abord renvoyé au ministre de la guerre pour être remplacé (*sic*) dans un corps suivant mon grade, mais après m'être bien morfondu dans les bureaux de ce ministre, vous m'avez renvoyé ma pétition au comité de la guerre. Votre comité m'a renvoyé aussi au ministre, et après deux mois de séjour et de dépenses, je me trouve encore aussi avancé que le premier jour.

« J'ai fait un congé de huit ans dans un régiment de cavalerie et j'en rapporte les meilleures attestations. J'ai servi dans la gendarmerie parisienne depuis la glorieuse époque de la Révolution jusqu'au mois d'avril mil sept cent quatre vingt-treize et j'en rapporte encore de bonnes attestations. Des actes de bravoure et quelques talents militaires me firent alors pourvoir au grade de lieutenant de cavalerie aide de camp, par les représentants du peuple à Valenciennes et par le général Dampierre. La place de Valenciennes fut cernée peu de temps après, et je remplis mon service sous les ordres du général de brigade Beauregard, pendant le siège et le bombardement de cette place, à la satisfaction des représentants du peuple. J'ai échappé par mon courage à la fureur des aristocrates. Depuis, quoique prisonnier de guerre, je suivis le général Beauregard à Guise, aujourd'hui Réunion-sur-Oise, où je remplis encore mon service jusqu'à l'époque de la des-

titution de ce général. Mais le général Belair, commandant l'armée intermédiaire, m'a distingué (*sic*) du général sous lequel je servais. il a écrit au citoyen Roux, représentant du peuple à Laon, que je pouvais très utilement servir la République dans un corps de cavalerie, et je rapporte encore l'attestation de ce représentant du peuple.

« C'est avec tous ces titres, citoyens représentants, que vous m'avez renvoyé au ministre de la guerre. J'y ai été ballotté jusqu'à aujourd'hui par l'espoir d'obtenir une place dans le corps de cavalerie où il en reste encore six à la nomination du ministre; mais fatigué des dépenses nécessaires à ma subsistance et à celle de deux chevaux que j'ai gardés jusqu'à présent, et ne pouvant plus rester dans une telle situation, je viens de nouveau vous demander du service et du pain.

« Si la nomination des représentants du peuple ne peut m'être utile; si les services que j'ai rendus à la République doivent être comptés pour rien; si, comme prisonnier de guerre, je ne puis obtenir ni grade, ni appointements, ni solde pour ma subsistance, je demande qu'au moins vous chargiez le ministre de la guerre de me délivrer un passeport pour retourner dans mon département, et je ne retiendrai pas davantage la charge inutile et très coûteuse de deux chevaux; mais il est douloureux pour un franc sans-culotte et un brave militaire qui a déjà tant fait mordre la poussière aux ennemis de la République, de ne pouvoir plus aller aux combats.

« LANGLOIS. »

« La Convention nationale, sur la pétition de la veuve Perrein (Perrin), passe à l'ordre du jour (1), motivé sur ce que la loi fixe sa pension comme veuve d'un défenseur de la patrie tué en la défendant, et sur ce que le receveur du district de son domicile est tenu de lui payer sa pension sur sa quittance (2). »

Suit la pétition de la veuve Perrin (3).

A la Convention nationale.

« Législateurs,

« La veuve et la fille d'un défenseur de la patrie viennent pour un instant intéresser vos regards et solliciter votre humanité.

« Didier Perrin, mon mari, servait sa patrie depuis le 10 janvier 1784, sans interruption, et dans la 29^e division de gendarmerie à cheval, lorsque le 27 avril 1793, un coup de pistolet qu'il reçut, près Saint-Amand, l'enleva à son pays, à son épouse, à son enfant. C'est pour ce tendre et malheureux gage de leur union, que je réclame aujourd'hui les bontés de la Convention. Je n'existais que par les soins et les travaux de mon mari; sa mort me laisse d'autant plus exposée aux horreurs du besoin que je reste chargée d'un enfant qui ne pourra jamais rendre aucun service à sa mère, puisqu'elle est

(1) D'après la minute du décret qui se trouve aux Archives nationales, carton C 287, dossier 853.

(2) Procès-verbaux de la Convention, t. 28, p. 307.

(3) Archives nationales, carton C 289, dossier 891, pièce 25.

(1) Sur la proposition de Bourdon (de l'Oise), d'après la minute du décret qui se trouve aux Archives nationales, carton C 287, dossier 853.

(2) Procès-verbaux de la Convention, t. 28, p. 308.

(3) Archives nationales, carton C 289, dossier 891, pièce 7.